



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTAS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLAMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROOPARLAMENTET



Les dossiers des mois à venir

Cette fiche d'information présente quelques dossiers clés que les députés devraient aborder avant les élections européennes de juin 2009. La libéralisation des marchés du gaz et de l'électricité de l'UE, un accès plus facile aux soins de santé pour les patients dans toute l'UE : les derniers mois de la législature promettent d'être très chargés pour les députés. D'autres dossiers importants attendent le Parlement comme la législation sur la réduction des coûts des SMS transfrontaliers, une conciliation sur la directive "*temps de travail*", et une série de rapports pour combattre la crise économique. Le Parlement devrait notamment adopter des règles sur les agences de notation, la solvabilité, la surveillance du secteur bancaire et les exigences de fonds propres.

- Marchés de produits et de services
- Services financiers
- Consommateurs
- Transport
- Environnement
- Emploi et affaires sociales
- Immigration et liberté de circulation des personnes
- Santé
- Réforme du système de financement de l'UE
- Education et culture
- Agriculture
- Pêche
- Traité de Lisbonne



ΕΒΡΟΠΕΪΚΗ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤΟ ΕΥΡΟΠΕΟ ΕΥΡΩΠΣΚΥ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ ΕΥΡΟΠΑ-ΠΑΡΛΑΜΕΝΤΕΤ
ΕΥΡΩΠΑΪΣΧΕΣ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ ΕΥΡΟΟΡΑ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ ΕΥΡΩΠΑΙΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ ΕΥΡΩΠΕΕΝ ΠΑΡΛΑΙΜΙΝΤ ΝΑ ΗΕΟΡΡΑ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤΟ ΕΥΡΟΠΕΟ ΕΙΡΟΡΑΣ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤΣ
ΕΥΡΟΡΟΣ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤΑΣ ΕΥΡΟΠΑΙ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ ΙΛ-ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ ΕΥΡΩΡΕΥΕΥ ΕΥΡΟΡΕΕΣ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ
ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ ΕΥΡΟΡΕΪΣΚΙ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤΟ ΕΥΡΟΡΕΥΕΥ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤΥΛ ΕΥΡΟΡΕΥΑΝ
ΕΥΡΩΡΠΣΚΥ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ ΕΥΡΩΡΠΣΚΙ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤ ΕΥΡΟΟΡΑΝ ΠΑΡΛΑΜΕΝΤΤΙ ΕΥΡΟΡΑΠΑΡΛΑΜΕΝΤΕΤ



Marchés de produits et de services

Paquet énergie

Dans les mois à venir, les travaux sur les propositions visant à libéraliser davantage les marchés de l'électricité et du gaz reviendront au Parlement. La question de la propriété des structures de production et de distribution est un point clé, avec la clause controversée de "dissociation" qui revient à séparer la propriété des activités de production et de celle des activités de transport. Le rôle des régulateurs et les restrictions sur l'achat d'actifs par les opérateurs issus de pays tiers seront également discutés.

Adoption par le Parlement en 2ème lecture attendue pour mai 2009

Vote en 1ère lecture (électricité : 18/06/2008) - Vote en 1ère lecture (gaz : 09/07/2008)

Paquet télécoms

Des discussions sur la réforme de la directive sur les services universels et les droits des utilisateurs de communications électroniques sont aussi en cours au Parlement. L'objectif principal du Parlement dans le paquet télécoms est d'améliorer la protection des consommateurs. Les dispositions du texte adopté au stade de la première lecture portent notamment sur l'accès à l'information et au numéro d'urgence 112, la portabilité du numéro, la sécurité des réseaux et la protection des données personnelles.

Adoption par le Parlement en 2ème lecture attendue pour mai 2009 - Vote en 1ère lecture : 24/09/2008



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAIMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLAMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROOPARLAMENTET



Services financiers

Titrisation et produits d'investissement

A la lumière de la crise financière, le Parlement européen examinera une législation prévoyant des améliorations de la supervision du secteur bancaire et du mode de calcul des exigences de fonds propres. Une question clé sera la *"titrisation"*, la pratique par laquelle les prêteurs vendent les prêts qu'ils font à des particuliers en tant que produits d'investissement. L'objectif est de trouver un moyen de garantir que le prêteur ait toujours intérêt à se faire rembourser, et ce faisant, de décourager les opérations risquées.

Règles gouvernant le secteur de l'assurance

Une réforme similaire, cette fois-ci concernant le secteur de l'assurance, est également en train de se frayer un chemin au Parlement. Ce projet, appelé aussi Solvabilité II, a pour but de s'assurer que les superviseurs disposent d'outils plus sophistiqués pour évaluer les risques pris par les compagnies d'assurance, et par conséquent, les exigences financières qui doivent leur être imposées.

Agences de notation de crédit

De nouvelles règles sur les agences de notation de crédit, dans le but de s'attaquer à certains conflits d'intérêts, sont aussi sur le point d'entamer leur parcours au Parlement. Les députés avaient appelé à cette révision à plusieurs occasions.



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTAS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROOPARLAMENTET



Consommateurs

Itinérance: des coûts réduits pour les appels et pour les SMS

Le Parlement européen examine actuellement un texte visant à réduire le coût des services d'itinérance et celui des SMS envoyés dans un autre Etat membre (roaming). Le projet prévoit également une nouvelle baisse du prix des appels des mobiles et de fixer de nouveaux plafonds de roaming pour la période 2010-2013.

*Le vote de la commission de l'Industrie est prévu pour le 9 mars 2009.
L'adoption par le PE est attendue d'ici avril 2009.*

Des règles claires en matière d'étiquetage

Le Parlement européen se prononcera prochainement sur l'amélioration des règles d'étiquetage. Ce texte concerne les aliments vendus dans les restaurants et les traiteurs.

Proposition de règlement adoptée par la Commission le 30 janvier 2008.



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLAMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROOPARLAMENTET



Transport

Paquet "Transports routiers"

Un paquet de mesures visant à assurer une saine concurrence dans le secteur du transport fret et à mettre fin aux restrictions sur le cabotage (le transport de marchandises dans un autre Etat membre par un transporteur routier d'un autre Etat membre) reviendra en deuxième lecture au Parlement. Les députés ont insisté au stade de la première lecture pour que toutes les restrictions soient levées en 2014. Le paquet aborde aussi des questions telles que les conditions de travail des conducteurs de poids lourds et de cars. La règle des 12 jours est également en discussion.

Règlements adoptés par le Parlement le 5 juin et le 21 mai 2008 (1ère lecture)

Vote en 2ème lecture attendu pour avril 2009

Infractions routières : renforcer l'efficacité du contrôle transfrontalier

À l'heure actuelle, les automobilistes commettant une infraction dans un Etat membre autre que le leur échappent souvent à la sanction infligée aux automobilistes locaux. Une proposition législative vise à s'assurer que les contrevenants pourront être identifiés et condamnés à des amendes pour les infractions (excès de vitesse, non port de la ceinture, conduite en état d'ivresse, franchissement de feux rouges) qu'ils commettent dans toute l'Union. Ce projet pourrait revenir au Parlement pour une deuxième lecture encore pendant cette législature.

Vote au Parlement en première lecture : 18/12/2008

Révision de la directive Eurovignette

Le Parlement se prononcera sur la nouvelle directive Eurovignette qui permettrait aux Etats membres de taxer les coûts environnementaux par un système de péages.

Vote en première lecture : 11 mars 2009.

Ciel unique Européen

Des propositions visent à améliorer l'efficacité de la gestion de l'espace aérien.

Mobilité urbaine

Les députés discuteront de l'opportunité de légiférer au niveau européen dans ce domaine.

Droits des passagers des transports par bus et par bateau

Les compensations pour les passagers utilisant les services par bus ou maritimes, ainsi que l'accès pour les personnes handicapées, sont désormais à l'agenda européen. Le Parlement devrait voter en première lecture sur ces points avant les élections.



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLaments
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLAMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROOPARLAMENTET



Environnement

Éco-étiquetage

Les députés examineront un train de nouvelles mesures visant à encourager les fabricants à produire davantage de marchandises respectueuses de l'environnement et à faciliter un étiquetage clair pour les consommateurs. L'objectif est d'élargir les règles de l'UE concernant l'efficacité énergétique à un éventail beaucoup plus large de produits, par exemple les fenêtres. De nouvelles règles sur l'étiquetage des pneus sont également à l'ordre du jour, en effet jusqu'à 30% de la consommation de carburant d'un véhicule dépend du type de pneu utilisé.

Vote probable au PE : avril 2009 (codécision, première lecture)

Emissions industrielles

La législation existante portant sur les émissions industrielles doit être révisée. La proposition réduit les limites des émissions dans certains secteurs, introduit des normes minimales pour les inspections industrielles et élargit le champ d'application de la législation existante. Les sociétés devront utiliser les meilleures techniques disponibles en vue de réduire les émissions de polluants tels que l'oxyde d'azote et l'anhydride sulfureux.

Vote de première lecture au PE : 10 mars 2009 (codécision)

Des bâtiments énergétiquement efficaces

Les députés examineront les propositions visant à améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments. Cette révision de la directive datant de 2002 vise à économiser 5 à 6% d'énergie en 2020.

Vote probable au PE : avril 2009 (codécision, première lecture) .



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLaments
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLAMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROOPARLAMENTET



Emploi et affaires sociales

Directive sur le temps de travail

Dans les prochains mois, le Parlement et le Conseil essayeront d'aboutir à un accord sur la directive temps de travail, après que le Parlement a rejeté les propositions clés des Etats membres. Le Parlement s'est prononcé en faveur de la fin de la clause de non participation à la semaine de 48 heures, dite "opt out", dans un délai de 3 ans et a insisté pour que le temps de garde soit considéré comme du temps de travail. Les députés ont accepté que la semaine de 48 heures soit calculée sur une période de 12 mois et ont introduit des exceptions pour les postes de cadre supérieur.

Vote probable en plénière: mai 2009 (vote final si la conciliation mène à un texte de compromis)

Application: 3 ans après l'adoption, d'après les amendements du Parlement

Mesures pour améliorer l'équilibre entre travail et vie de famille

Prochainement, le Parlement proposera des aménagements dans la législation de façon à améliorer l'équilibre entre le travail et la vie de famille. Si elles sont adoptées, ces modifications étendraient le congé maternité à 18 semaines, au lieu des 14 semaines actuellement en vigueur. Les femmes travaillant à leur compte auraient aussi la possibilité de partir en congé maternité.

Vote probable au Parlement : mai 2009 (codécision, 1ère lecture)



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROOPARLAMENTET



Immigration et liberté de circulation des personnes

Nouvelles règles pour l'asile

Une série de nouvelles propositions pour réguler le droit d'asile seront votées dans les prochains mois. Le but est de s'attaquer aux insuffisances du système actuel et assurer un niveau de vie digne pour les demandeurs d'asile dans toute l'UE. Les conditions de détention, l'accès au marché du travail et la situation des enfants figurent parmi les questions clés.

Vote de première lecture au PE : 10 mars 2009 (codécision) - Mise en oeuvre dans les deux ans suivant l'adoption.

Vers une directive étendue sur la non-discrimination

Le Parlement examinera une vaste directive sur la non-discrimination, présentée récemment par la Commission à la demande du Parlement. L'idée est de combler les insuffisances du cadre législatif existant, afin qu'existe une réelle protection contre la discrimination - pas seulement à l'embauche, mais aussi dans les services et l'accès aux équipements et infrastructures - pour des raisons de croyances ou de religion, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle.



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLaments
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLAMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROAPARLAMENTET



Santé

Mobilité des soins de santé

Le Parlement européen devrait se prononcer en avril 2009 sur une proposition visant à faciliter l'accès des patients aux soins de santé dans toute l'UE. L'objectif est de clarifier les conditions de traitement et de remboursement des patients dans d'autres États membres.

Proposition adoptée par la Commission européenne : 3 juillet 2008
Vote probable au PE : avril 2009 (codécision, première lecture)

Révision de la législation pharmaceutique

Une nouvelle proposition destinée à améliorer le fonctionnement du marché pharmaceutique, tout en assurant la sécurité et la rentabilité, est sur la table. Le paquet traite des informations destinées au grand public portant sur les produits pharmaceutiques prescrits et propose des mesures destinées à lutter contre les produits illégaux ou de contrefaçon.

Le débat est prévu mais l'adoption est peu probable pendant cette législature.

Sécurité des patients dans les hôpitaux

Le Parlement européen débattera d'une proposition de recommandation comportant des mesures spécifiques que les États membres pourraient prendre - individuellement, collectivement ou avec la Commission - en vue d'améliorer la sécurité des patients. Il s'agit aussi bien de la prévention que du contrôle des infections associées aux soins de santé. La proposition vise à changer la situation dans l'UE, entre 8% et 12% des patients admis dans les hôpitaux souffrent des soins de santé qu'ils reçoivent, y compris d'infections nosocomiales.

Vote probable au PE : mai 2009 (consultation).

Transplantation d'organes

Le Parlement européen débattera d'une proposition législative sur les normes de qualité et de sécurité des organes humains destinés aux dons et à la transplantation.

Le débat est prévu mais l'adoption est peu probable lors de cette législature.



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTAS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLAMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROOPARLAMENTET



Réforme du système de financement de l'UE

Avec le temps, le principe de *"ressources propres"* affectées à l'Union, fondé de plus en plus sur les contributions des budgets nationaux, est devenu *"antidémocratique et totalement incompréhensible pour les citoyens"*. Les députés européens estiment qu'une réforme s'impose. Ils préconisent davantage de justice et de transparence et de mettre un terme aux exceptions. Si l'heure d'un nouvel impôt européen n'a pas sonné dans l'immédiat, le nouveau système de ressources propres pourrait reposer sur un impôt d'ores et déjà en vigueur dans les États membres. Un certain pourcentage d'un impôt existant alimenterait directement le budget de l'UE en tant que ressource propre, créant ainsi un lien direct entre l'Union et les contribuables européens.

Vote d'un rapport d'initiative donnant la position du PE : 29 mars 2007.



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTAS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLAMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROOPARLAMENTET



Education et culture

Protection des droits d'auteur

Le Parlement examinera une proposition visant à étendre la durée de la protection des enregistrements musicaux à 70 ans après le décès des ayants droits. La durée est actuellement de 50 ans. L'extension, d'après la proposition, offrira davantage de revenus aux auteurs, aux artistes et aux sociétés d'enregistrement. Ceci contrebalancerait les pertes dues au piratage Internet et permettrait aux sociétés de consacrer plus d'argent aux nouveaux artistes.

Vote en première lecture prévu pour mars 2009

Apprentissage des langues et multilinguisme

Un nouveau rapport sur le multilinguisme sera aussi à l'agenda parlementaire.

Vote prévu au Parlement en mars 2009



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROOPARLAMENTET



Agriculture

Animaux utilisés à des fins scientifiques.

12 millions d'animaux sont utilisés chaque année lors de procédures scientifiques dans l'UE. La directive, pour laquelle le Parlement décide sur un pied d'égalité avec le Conseil, vise à assurer une égalité de traitement de l'industrie et des milieux de la recherche dans toute l'Union européenne, tout en renforçant la protection des animaux encore utilisés dans des procédures scientifiques. Le Président de la commission de l'Agriculture est rapporteur sur cette question complexe et sensible. Il a pour objectif de parvenir à un accord avec les ministres de l'Agriculture en première lecture avant les élections européennes de juin et la nouvelle législature du Parlement européen.

Procédure : Codécision - Vote en commission de l'Agriculture : 31 mars 2009 et vote en plénière en mai 2009.

Protection des animaux au moment de la mort

Le Parlement est consulté sur un règlement qui vise à améliorer la protection des animaux au moment de leur abattage ou de leur mise à mort, à encourager l'innovation en matière de techniques d'étourdissement et de mise à mort, et à assurer à tous les exploitants concernés des conditions de concurrence égales sur le marché intérieur.

Procédure : consultation - Vote en commission de l'Agriculture: 17 février 2009 et en séance plénière: mars 2009.

Internet à bande large dans les campagnes et "nouveaux défis" agricoles

1,5 milliard d'euros, dans le cadre du plan européen de relance, devraient être consacrés au développement de l'Internet à bande large dans les campagnes et aux "nouveaux défis" agricoles identifiés dans le cadre du bilan de la PAC.

Procédure : consultation - Vote en commission de l'Agriculture : 31/03/2009 - Vote en plénière : mai 2009



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΪΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLAMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROOPARLAMENTET



Pêche

Contrôle de la politique européenne de la pêche

Les députés vont examiner une proposition visant à réformer le système de contrôle de la politique commune de la pêche. La proposition établit des inspections de toutes les captures à tous les stades de la chaîne - en mer, au port, sur les transports et les marchés -, introduit des procédures d'inspection harmonisées, des sanctions dissuasives et harmonisées dans l'UE. Il prévoit également des mesures de contrôle de la pêche de loisir, telles que l'enregistrement des captures.

Vote en commission de la Pêche (consultation): 31/03/2003

Vote en session plénière: 21/24 avril 2009.



ЕВРОПЕЙСКИ ПАРЛАМЕНТ PARLAMENTO EUROPEO EVROPSKÝ PARLAMENT EUROPA-PARLAMENTET
EUROPÄISCHES PARLAMENT EUROOPA PARLAMENT ΕΥΡΩΠΑΙΚΟ ΚΟΙΝΟΒΟΥΛΙΟ EUROPEAN PARLIAMENT
PARLEMENT EUROPÉEN PARLAIMINT NA HEORPA PARLAMENTO EUROPEO EIROPAS PARLAMENTAS
EUROPOS PARLAMENTAS EURÓPAI PARLAMENT IL-PARLAMENT EWROPEW EUROPEES PARLEMENT
PARLAMENT EUROPEJSKI PARLAMENTO EUROPEU PARLAMENTUL EUROPEAN
EURÓPSKY PARLAMENT EVROPSKI PARLAMENT EUROOPAN PARLAMENTTI EUROPARLAMENTET



Le Traité de Lisbonne : plus de pouvoirs pour le Parlement européen

Si les États membres le ratifient, le Traité de Lisbonne créera le cadre juridique et les instruments nécessaires pour relever les défis les plus pressants lancés à l'Europe et répondre aux attentes des citoyens. En donnant au Parlement directement élu plus de pouvoirs sur le processus de décision européen dans des domaines tels que les affaires intérieures, l'agriculture et le budget, il contribuera à renforcer le caractère démocratique de l'UE dans son ensemble.

Plus de contrôle démocratique

Le Traité ratifié renforcerait l'étoffe démocratique de l'UE en donnant aux citoyens la possibilité d'être entendus de façon plus directe et aux parlements nationaux et européen de jouer un plus grand rôle dans le processus décisionnel européen.

A quelques exceptions près, il placerait le Parlement européen sur un pied d'égalité avec le Conseil, qui représente les États membres, dans des domaines où il ne l'est pas jusqu'à présent, notamment pour la fixation du budget communautaire, la politique agricole, la justice et les affaires intérieures. Le Parlement disposerait ainsi d'un pouvoir équivalent à celui du Conseil pour décider des dépenses agricoles. Les parlements nationaux obtiendraient le droit de s'opposer à une proposition si celle-ci semble ne pas respecter le principe de subsidiarité, c'est-à-dire s'ils estiment qu'un meilleur résultat pourrait être atteint par une action au niveau national plutôt qu'au niveau européen.

Le Président de la Commission serait désigné par les chefs d'État et de gouvernement en fonction des résultats des élections européennes, mais devrait recevoir l'approbation du Parlement européen. La nomination du Haut-représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité serait elle aussi soumise à l'assentiment du Parlement.

Plus de droits et de clarté pour le citoyen

Les droits du citoyen aussi seraient renforcés. Ainsi, en vertu du Traité, la Charte des droits fondamentaux de l'UE serait contraignante pour l'UE elle-même, faisant ainsi obligation aux institutions de l'UE de veiller à ce que leurs actions n'enfreignent pas les droits civiques, politiques, économiques ou sociaux du citoyen.

Un nouveau droit d'initiative citoyenne habiliterait les groupes de personnes ayant recueilli un million de signatures à inviter la Commission à présenter de nouvelles propositions politiques, ce qui accroîtrait la participation des citoyens dans le processus décisionnel de l'UE.

Enfin, le traité de Lisbonne rappellerait que les pouvoirs de l'UE lui ont été conférés par les États membres et qu'elle doit respecter les identités nationales.

Plus d'efficacité

Le Traité a également pour objectif d'accroître l'efficacité du processus décisionnel dans l'UE. Le recours accru au vote à la majorité qualifiée plutôt que l'unanimité faciliterait la conclusion d'accords au sein du Conseil. Le nouveau Président du Conseil européen et le haut-représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune, appuyés par un nouveau service d'action européenne extérieure, devraient renforcer la cohérence et l'impact de l'action de l'UE, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Union.

Le Traité renforcerait la capacité de l'UE à agir dans les domaines de la liberté, de la sécurité et de la justice tels que la lutte contre le terrorisme et contre le crime. Il devrait également améliorer la capacité de l'Europe à prendre des mesures utiles dans d'autres domaines tels que la politique énergétique, la santé publique, la protection civile, le changement climatique, les services d'intérêt général, la recherche, la politique spatiale, la cohésion au sein et entre les régions, la politique commerciale, l'aide humanitaire, le sport et le tourisme.

Davantage de pouvoirs législatifs pour le Parlement européen

Avec le Traité de Lisbonne, le Parlement européen deviendrait co-législateur avec le Conseil dans toute une série de nouveaux domaines. Certains de ceux-ci, qui relèvent actuellement du Conseil uniquement, tomberaient sous le coup de la procédure de codécision qui deviendrait la procédure normale pour la plupart des actes législatifs. D'autres sont des domaines de compétence politique tout à fait nouvelle pour l'UE.

Politiques de l'UE qui relèveraient de la codécision (liste non exhaustive) :

- agriculture et pêche,
- visas,
- asile (certains aspects, y compris les conditions d'accueil des demandeurs),
- immigration légale (y compris les conditions d'entrée et de séjour),
- coopération judiciaire en matière criminelle, coopération policière, Eurojust et décisions sur Europol,
- règles minimales relatives aux sanctions pénales applicables aux délits graves à caractère transfrontière,
- dispositions financières communes,
- mesures nécessaires pour l'utilisation de l'euro,
- fonds structurels.

Nouveaux domaines introduits par le Traité de Lisbonne et qui relèveraient de la codécision (liste non exhaustive) :

- énergie (le marché intérieur de l'énergie relève déjà de la codécision),
- contrôles frontaliers,
- sport,
- services d'intérêt économique général,
- protection des données personnelles,
- immigration: lutte contre le trafic d'êtres humains et promotion de l'intégration,
- santé publique: mesures visant à garantir un niveau élevé de qualité (à l'exclusion de l'harmonisation),
- politique spatiale,
- mise en place de l'Espace de recherche européen,
- tourisme.

Le Parlement européen a adopté le rapport d'initiative, cosigné par Richard Corbett (PSE, UK) et Iñigo Méndez de Vigo (PPE-DE, ES), le 20 février 2008 par 525 voix pour, 115 contre et 29 abstentions.